



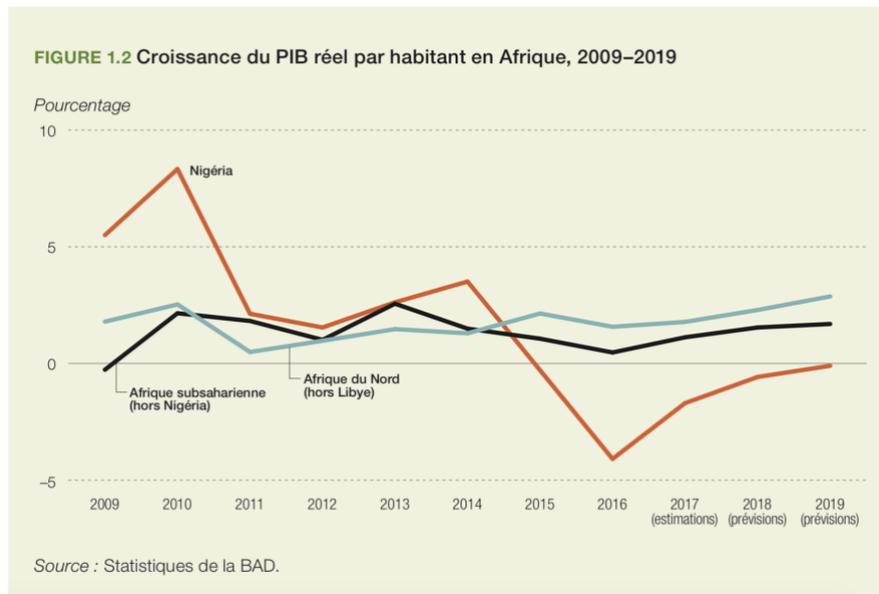
Observatoire Europe-Afrique 2020

Développer des filières manufacturières compétitives en Afrique subsaharienne : Le grand défi des vingt prochaines années

Le réchauffement climatique, dont les effets se font déjà ressentir de façon tangible, constitue la principale menace susceptible de remettre en question l'équilibre global de la planète à moyen-terme.

Beaucoup moins médiatisée, l'explosion démographique des pays d'Afrique subsaharienne est porteuse de bouleversements tout aussi intenses. Selon les dernières projections des Nations unies, l'Afrique devrait passer d'un milliard d'habitants actuellement à près de 2,4 milliards en 2050 et 4 milliards en 2100, dont la moitié aura moins de 25 ans. Un couple n' imagine pas avoir moins de 6 enfants dans les 18 pays africains étudiés en 2010 par l'United States Agency for International Development. La population du Nigéria devrait au moins doubler d'ici à 2050, pour s'établir au troisième rang mondial, devant les Etats-Unis. A noter que ces chiffres sont basés sur une hypothèse qui implique une forte diminution de la fécondité, le nombre moyen d'enfants devant passer de 5 à 3 en à peine plus d'une génération.

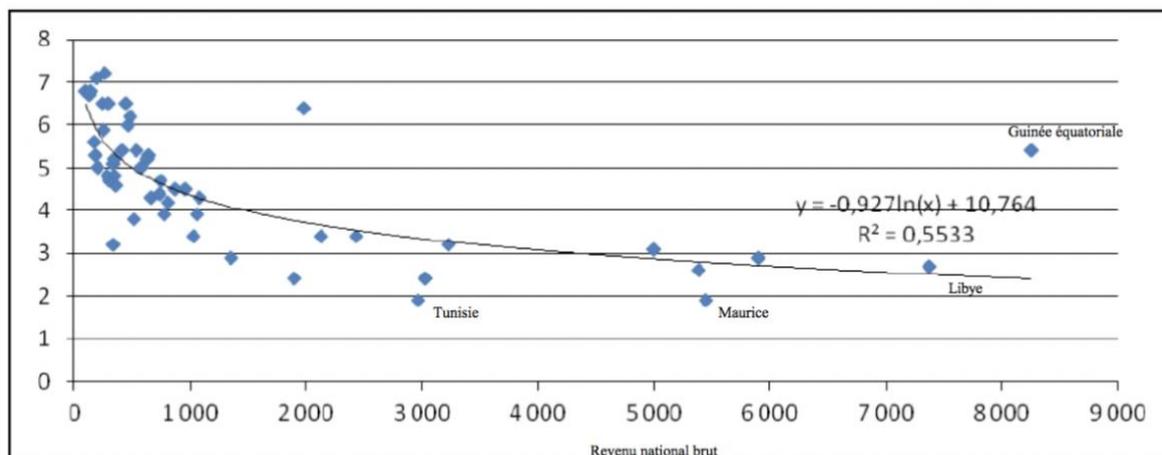
Sur la base de cette prévision, certains experts parient sur une brusque accélération de la croissance économique. Or ce n'est pas ce qu'il se passe en Afrique, faute d'une réduction franche du taux de natalité. On assiste en pratique à une relative stagnation de la croissance du PIB par capita, autour de 1 à 2% par an, alors même que les PIB enregistrent des croissances vigoureuses.



Face à ce constat, les décideurs politiques et économiques font preuve d'une certaine résignation, comme si cette explosion démographique était une fatalité. Tout comme on est passé en quelques années de la « lutte » contre le changement climatique à l'« adaptation » au changement climatique, les prévisions démographiques de l'Afrique subsaharienne à l'horizon 2050 sont considérées comme « solides » par la plupart des économistes.

Il a pourtant été démontré qu'un levier essentiel de diminution de la natalité dans les pays africains est la croissance du revenu per capita, avec un seuil autour de 1000 €/habitant et par an. En dessous de ce seuil, l'indice synthétique de fécondité se situe entre 4 et 7,5, au-dessus de ce seuil, il diminue progressivement jusqu'à 2,5 environ.

Relation entre le revenu national par tête et l'indice synthétique de fécondité dans les pays africains



Source : calcul des auteurs, d'après Banque africaine de développement, 2008.

C'est là que le problème apparaît dans toute son acuité. Selon le FMI, 20 millions de créations nettes d'emplois par an seront nécessaires sur les deux prochaines décennies pour absorber les nouveaux arrivants sur les marchés du travail. Or actuellement, seuls 10 millions d'emplois sont créés chaque année ! Seule une croissance plus élevée, de l'ordre de 6 % en moyenne entre 2018 et 2022, contre 4 % retenus par le FMI dans son scénario de référence, pourrait accélérer la progression de l'emploi de 0,6 à 0,8 point de pourcentage à moyen terme. Cela porterait la création nette totale d'emplois dans la région subsaharienne à environ 16 millions de postes [par an] d'ici à 2022, soit un chiffre plus proche des 20 millions nécessaires.

L'aide financière internationale aux pays d'Afrique subsaharienne dans les domaines des infrastructures (énergie, transport), des institutions, de l'habitat et de la santé est conséquente et permet d'espérer à moyen-terme une mise à niveau, au prix toutefois d'un surendettement public de plus en plus problématique. De son côté, le secteur des services se développe très rapidement, en particulier les TIC, grâce à au dynamisme des start-up « tech ».

Mais ce dynamisme en matière d'infrastructures et de services ne suffira pas à résoudre le défi de la croissance économique, et donc de la démographie. L'industrialisation, évoquée jusqu'à satiété dans les discours politiques mais presque totalement ignorée dans les faits, est une condition indispensable au développement économique harmonieux de ces pays. Le développement de filières manufacturières compétitives est seul capable de créer des emplois qualifiés pérennes en grand nombre, de renforcer la capacité d'exportation de biens et d'équilibrer les balances commerciales.

Par sa proximité géographique et culturelle, l'Europe est à la fois le continent le plus directement exposé à ce défi et celui qui a le plus de cartes à jouer, en accompagnant le développement social et économique des pays d'Afrique subsaharienne. Il y a un intérêt réciproque entre les deux continents à adopter une stratégie beaucoup plus volontariste en faveur de l'industrialisation.

La Turquie, le Maroc, la Chine et l'Allemagne ont pris conscience de ces enjeux, par intérêt commercial, mais aussi pour certains, suite à une prise de conscience des enjeux évoqués ci-dessus.

Sources

« Afrique : Problématique de l'emploi des jeunes en Afrique (enjeux, défis et perspectives) »
– 14/11/2017 – Cercles Nationaux de Réflexion sur la Jeunesse

« Selon le FMI, l'Afrique doit créer deux fois plus d'emplois pour absorber la hausse démographique » – Le Monde – 09/11/2018

« Afrique subsaharienne - Perspectives économiques régionales : Les flux de capitaux et l'avenir de l'emploi » - FMI – Octobre 2018

« Afrique - Démographie : atout ou bombe à retardement ? » – Le Point Afrique - 07/08/2017

« Et si l’Afrique émergente était une fable ? » - Le Monde Afrique – 27/08/2018

« Tendances Récentes de la Fécondité en Afrique Subsaharienne. Synthèse de l'Atelier »
- Consensus Study Report – The National Academies of Sciences, Engineering Medicine - 2016

“L’Afrique, énigme démographique » - Le Monde Diplomatique – Novembre 2015

« L’Afrique représente la plus grande part de la croissance démographique mondiale... mais une faible croissance économique et relativement peu d’émigration » - Chris Hamilton – 27 novembre 2017 – Source Econimica

« Evolution de la fécondité, croissance économique et développement humain en Afrique subsaharienne » - ENSEA et IRD/LPED (Laboratoire Population Développement Environnement) – Juillet 2012.